

2 Politique

Inauguration de l'AGEOS

Un outil novateur pour le développement durable

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a procédé samedi après-midi, en présence de la ministre française de l'Ecologie, Ségolène Royal, et de la secrétaire générale de l'OIF, Michaëlle Jean, ainsi que du Premier ministre, Daniel Ona Ondo, et de nombreux invités, à l'inauguration du Centre de compétences de l'Agence gabonaise d'Etudes et observations spatiales (AGEOS).

COMME annoncée de longue date, l'inauguration du Centre de compétences de l'Agence gabonaise d'études et observations spatiales (AGEOS) a eu lieu samedi dernier, dans la Zone économique à régime privilégié (ZERP) à Nkok. C'est le président de la République, Ali Bongo Ondimba, qui a présidé cette cérémonie solennelle devant un parterre de personnalités dont Ségolène Royal, ministre française de l'Ecologie, Michaëlle Jean, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Daniel Ona Ondo, Premier ministre du Gabon, ainsi que les responsables de l'AGEOS, Etienne Massard Makaga et de la CNES, Jean-Yves Le Gall.



Photo : Glidas Roméo MOUNIEMOU

C'est le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, qu'accompagnait la ministre française de l'Ecologie, Mme Ségolène Royal, qui a inauguré le siège de l'AGEOS.

Tous les intervenants ont exalté l'outil sorti de terre. Pour le directeur général de l'AGEOS, M. Massard Makaga, ledit centre servira à améliorer la gouvernance du développement du pays. Ce d'autant plus qu'il a été construit pour les besoins de la stratégie politique et économique du chef de l'Etat dont l'essentiel est contenu dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Cette station est ainsi la première du genre en Afrique qui se devra d'observer et de recevoir les images satellitaires. La distribution de son géo-portail se fera sur l'ensemble des pays concernés par la couverture. D'où certains ont-ils été invités à s'impliquer dans la fonction de cette initiative novatrice pour le continent noir. En outre, Jean-Yves Le Gall, le président du Centre na-

tional d'études spatiales (CNES) a rappelé le partenariat de 30 ans qui lie le Gabon à l'organisme dont il a la charge. Une coopération qui, selon lui, est appelée à s'élargir avec l'avènement dudit Centre. Insistant sur le fait que les satellites sont des outils dans la surveillance des changements climatiques. Tout comme il permettra de déterminer les sources d'émission des gaz à effets de serre. Ce qui a fait dire à certains que «cet outil tombe bien parce que l'observation de la terre est un enjeu important pour la planète». «Nous vivons le temps de l'action par l'observation de la terre et de l'espace», a d'ailleurs déclaré Ségolène Royal. Le membre du gouvernement français a poursuivi en considérant que dans un contexte de règlement climatique, «c'est une



Photo : Glidas Roméo MOUNIEMOU

Une vue du siège de l'AGEOS.

chance à saisir. A travers des choix qui servent les intérêts du continent». Elle a insisté sur le rôle indéniable des forêts dans la préservation de la biodiversité planétaire. A l'en croire, le centre de compétences de l'AGEOS est un accélérateur du passage à l'action par le biais d'un dispositif d'observation qui s'étend sur 2300 kilomètres.

La ministre française de l'Ecologie s'est donc voulue offensive dans la protection des forêts. Le centre inauguré est un «bel exemple de partenariat novateur». Non sans saluer «l'implication sans faille» du chef de l'Exécutif gabonais dans les questions environnementales. Faisant de lui, «un leader dans la sous-région». «Nous pouvons accuser réception de ce projet», a conclu le ministre de l'Economie numérique, Pastor

Ngoua N'eme. A l'issue de ces hommages, le président Ali Bongo a procédé à la coupure du ruban symbolique. Créée le 25 février 2010, l'AGEOS contribue à la mise en œuvre des politiques des

pouvoirs publics en matière de collecte, d'analyse et de mise à disposition des décideurs des données issues de l'observation spatiale du territoire national pour la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles, de l'occupation des sols, de l'aménagement du territoire ainsi que de la recherche et de l'innovation.

Elle œuvre également avec les partenaires scientifiques et industriels avec lesquels sont réalisés les programmes de recherche et d'équipements de réception des données. Elle est engagée dans de nombreuses coopérations sous régionales et internationales indissociables de toute politique spatiale d'envergure.

Communiqué du Protocole d'Etat

SON Excellence, Monsieur le président de la République, chef de l'Etat effectuera un déplacement dans la province du Woleu-Ntem, les 1er et 2 septembre 2015.

Au cours de ce déplacement, le chef de l'Etat procédera au lancement des travaux du programme Graine et à la pose de la première pierre du stade d'Oyem.

Fait à Libreville, le 30 août 2015

Le Conseiller spécial du président de la République, Chargé de la Défense nationale et de la Sécurité, directeur général du Protocole d'Etat

Général d'Armée IBABA Alioune

La Semaine de ...

Et si l'opposition se trompait ?

TOUT le monde s'accorde pour reconnaître que la semaine qui vient de s'écouler a été riche en événements. Et pour en citer quelques uns, on notera les assises de la société civile qui se sont tenues à la Chambre de Commerce, la poursuite de la tournée de Jean Ping dans la province du Woleu-Ntem où il a réaffirmé sa candidature à la candidature unique du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA), la 14e édition du Forum "African growth and opportunities act" (AGOA), la 4e édition du New York Forum Africa (NYFA), l'inauguration officielle du siège du Centre de compétences de l'Agence gabonaise d'études et observations spatiales (AGEOS), la visite officielle au Gabon - la première du genre depuis sa prise de fonctions - de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Mme Michaëlle Jean, etc. Naturellement, cette abondance de l'actualité nationale ne peut que rendre difficile le choix d'un sujet principal pour la présente chronique, tant tout ce qui a été cité ci-dessus revêt une importance aux yeux de nos lecteurs. Dans tous les cas, notre choix va se porter sur la visite officielle de Mme Michaëlle Jean. Parce que le programme de son séjour dans notre pays a créé d'autres événements, notamment avec la série des rencontres qu'elle a eues avec plusieurs personnalités politiques gabonaises. Dans cette optique on notera, outre le président de la République, Ali Bongo

Ondimba, le Premier ministre Daniel Ona Ondo qu'assistaient plusieurs membres de son gouvernement, les membres de la Cour constitutionnelle, le bureau du Conseil national de la démocratie (CND), les responsables de l'opposition, ceux de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence composée des partis politiques...

C'est justement cette partie de l'agenda de la SG de l'OIF qui a le plus retenu notre attention. Ce, d'autant plus que ces rencontres étaient attendues par les acteurs politiques, surtout ceux de l'opposition qui ont d'ailleurs été les premiers à annoncer cette visite de la responsable de la Francophonie. Certains parmi eux avaient d'ailleurs suspendu leurs activités sur le terrain pour mieux préparer ces échanges avec Mme Michaëlle Jean. On pense, entre autres, au président du Parti social démocrate (PSD), par ailleurs président en exercice de l'Union des forces pour l'alternance (UFA), Pierre-Claver Maganga Moussavou. Finalement la secrétaire générale de l'OIF a rencontré les acteurs politiques toutes sensibilités politiques confondues. D'abord ceux de l'opposition, vendredi ; puis ceux de la majorité le lendemain. Ces deux rencontres intervenant après celle que l'hôte du Gabon a eue avec le bureau du CND.

Comme on pouvait s'y attendre, les échanges avec les acteurs politiques ont essentiellement tourné autour des questions électorales, la démocratie et l'Etat

de droit, le vœu exprimé par l'opposition quant à la tenue d'un dialogue inclusif et sans tabou qui rassemblerait, non pas les seuls acteurs politiques, mais plutôt toutes les forces vives de la Nation, etc. Ce qui, selon eux, ne peut se faire au niveau du CND, du moins dans sa configuration actuelle qui ne rassemble que les seuls partis politiques.

On retiendra des échanges entre les acteurs politiques et la SG de l'OIF que l'importance du dialogue a été réaffirmée de part et d'autre. Toutefois, Mme Michaëlle Jean a estimé que ce dialogue gagnerait à se réaliser dans un cadre formel. Du coup, les défenseurs du CND se trouvent reconfortés dans leur position. Parmi ces derniers, il y a le chef de l'Etat qui, dans son discours à l'occasion du 17 Août a réaffirmé la place du CND. « (...) Afin de favoriser l'expression plurielle, avait-il déclaré, nous avons mis en place les conditions devant permettre la participation au débat démocratique de tous les partis légalement reconnus, et avons réorganisé le Conseil national de la démocratie dont les activités ont effectivement démarré. J'invite donc à nouveau, l'ensemble des partis politiques à y participer afin de consolider davantage notre démocratie dans un contexte que nous souhaitons apaisé... ».

Et à la lecture du rapport général ayant sanctionné les travaux de la première session plénière de cette institution, on se rend compte que dans les recommandations faites par certaines commissions

on retrouve les principales préoccupations exprimées par les acteurs politiques notamment ceux de l'opposition. Entre autres : la confection d'une liste électorale fiable et biométrique, l'interconnexion généralisée de la liste électorale biométrique, l'authentification de l'électeur au bureau de vote, le financement et le plafonnement des dépenses de campagne de tous les candidats aux élections politiques, l'accès des acteurs politiques aux médias publics en période ordinaire et pendant la période électorale, la réduction de 7 à 5 ans du mandat, non renouvelable, du président de la Cour constitutionnelle, l'exhortation à la neutralité et à l'impartialité de tous les membres de la Cénap et des personnes ressources qui y sont affectées, etc.

Comme quoi, le CND partage les préoccupations de l'opposition. Le défi reste cependant les moyens dont dispose cette institution qui éprouve aujourd'hui des difficultés dans son fonctionnement, ce que certains (et la SG de l'OIF avec) trouvent contradictoire avec l'importance de ses missions ; tout comme le sort réservé à ses recommandations. Mais là encore, le combat (même celui d'élargir ses membres à la société civile) peut être mené de l'intérieur. Au moins, si jamais les recommandations du CND demeurent sans suite, ceux qui le boudent aujourd'hui pourront soutenir l'idée selon laquelle, il est inapproprié pour faire avancer la démocratie au Gabon. Et sans nul doute qu'ils auront raison.